

Le très hon. M. Diefenbaker: C'est ce qu'il a dit.

Le très hon. M. Trudeau: Monsieur l'Orateur...

L'hon. M. Hees: Le voilà reparti.

Le très hon. M. Trudeau: Le député ne veut-il pas me laisser parler?

L'hon. M. Hees: Continuez. Vos propos nous exaltent et nous ravissent tous.

Le très hon. M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, je réitère l'attitude du gouvernement: nous avons aidé notre Croix-Rouge, et auparavant, nous avons dépêché des avions et leur avons offert deux appareils Hercule, dont l'un s'est rendu au Lagos avec des vivres et des médicaments.

M. Thompson (Red Deer): Quels avantages en a retirés le Lagos?

Le très hon. M. Trudeau: Les expéditions ont été utiles au Lagos. Nous avons suivi les recommandations de la Croix-Rouge et nous sommes prêts à recommencer pour cet organisme. Toutefois, le gouvernement s'arrête avant de poser un geste belliqueux à l'égard d'un État ami, ce qui s'applique au Nigéria. (*Exclamations*) Ne vous exclamez pas. Écoutez la suite.

M. MacEwan: Heil Hitler.

Une voix: Dictateur!

Le très hon. M. Trudeau: Je prie les membres de l'opposition ou les membres des Églises qui veulent se porter volontaires de suivre l'exemple des autres volontaires ailleurs dans le monde, soit de s'envoler vers le Biafra pour y secourir les gens. Si le gouvernement canadien mettait à la disposition de la Croix-Rouge un avion transportant à son bord un équipage de l'Aviation canadienne, et que cet avion fût abattu au-dessus du Nigéria, l'opposition, j'en suis convaincu, nous demanderait d'expédier des troupes là-bas afin de protéger les nôtres. Elle démontrerait ainsi un certain sens de ses responsabilités, parce que notre geste aurait provoqué une réaction hostile. Voilà le dilemme où nous nous trouvons. Nous louons la Croix-Rouge, les Églises, l'opposition et le public de vouloir prêter main-forte.

M. Bell: Vous changez d'idée, maintenant.

Le très hon. M. Trudeau: Nous ne pouvons intervenir sans commettre un acte belliqueux contre le Nigéria et sans nous immiscer dans

[L'hon. M. Stanfield.]

les affaires de ce pays. Je le répète, 29 des 33 membres de l'Organisation pour l'unité africaine ont refusé de le faire. Ces États africains ont déclaré qu'ils ne s'ingéreraient pas dans les affaires du Nigéria. Ce serait une grave erreur, pour le Canada, de s'immiscer dans les affaires du Nigéria et d'y envoyer son armée et sa force aérienne, même sous prétexte de faire une œuvre humanitaire, pour entreprendre une démarche qui violerait les frontières de ce pays. Même si l'opposition ne comprend pas cela, j'espère que les Canadiens, eux, comprendront. S'ils veulent y aller généreusement de leur vie et de leur argent, qu'ils le fassent, que diable! (*Applaudissements*)

[*Plus tard*]

[*Français*]

M. Gérard Laprise (Abitibi): Monsieur l'Orateur, j'aurais une question supplémentaire à poser au très honorable premier ministre, après le discours qu'il vient de prononcer.

Le premier ministre a déclaré qu'il ne voulait pas s'engager à prendre des mesures que l'OUA ne veut pas prendre elle-même. Le très honorable premier ministre est-il au courant des motifs qui empêchent actuellement l'OUA de prendre position au sujet du différend nigérien?

Le très hon. P.-E. Trudeau (premier ministre): Monsieur le président, ces réunions sont publiques—elles ont eu lieu à Alger—et je pense que les rapports qu'on a eus sont accessibles à tout le monde.

En effet, les États africains considèrent qu'il s'agit d'une guerre civile à l'intérieur d'un État. Tous ces États africains sont eux-mêmes composés de très nombreuses tribus. Ils savent que si une tribu se révolte dans un seul de ces pays—qu'il s'agisse du Congo-Brazzaville, du Congo-Kinshasa, du Nigéria ou du Sénégal—et que tous les autres États africains devaient intervenir pour aider une tribu qui est en révolte, ce serait le feu et le fer partout en Afrique. C'est ce qu'ils voient, et c'est ce que les gens de l'opposition ne semblent pas voir. (*Applaudissements*)

[*Traduction*]

M. Max Saltzman (Waterloo): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser au premier ministre une question supplémentaire. Étant donné à quel point la situation au Biafra a ému la conscience des Canadiens...

M. l'Orateur: A l'ordre.

M. Saltzman: ...ne serait-il pas disposé à ce que le gouvernement...

M. l'Orateur: A l'ordre.